

Recommandations du président

Conseil canadien 2017

SOLIDARITÉ 
POUR UN **MONDE MEILLEUR**

Équité Adoptées

Alors que le populisme de droite et les messages discriminatoires haineux dominent le discours politique, des actions pour promouvoir l'inclusion et l'équité sont plus importantes que jamais au succès de notre syndicat et au progrès continu de notre société. Unifor peut et doit montrer le chemin à cet égard.

Le féminisme, la lutte contre le racisme, les efforts de réconciliation, l'inclusion et les droits de la personne sont au cœur de notre combat en tant que mouvement syndical. Le programme d'Unifor sur l'équité, visant notamment à augmenter la représentation de la diversité dans l'organisation, est essentiel pour bâtir un syndicat plus fort.

L'enquête sur l'équité est un investissement important d'Unifor dans le but de nous évaluer par rapport à nos propres objectifs. Le rapport préliminaire, Bâtir la solidarité par la diversité, est une première étape de ce processus. Ces résultats préliminaires peuvent maintenant servir de points de référence pour illustrer nos défis et nos forces, tout en servant d'outils pour atteindre notre objectif de devenir une organisation véritablement représentative de ses membres et qui reflète leur diversité.

Je recommande qu'Unifor :

- Mette sur pied un panel consultatif sur l'équité qui soit formé de membres sélectionnés du Conseil exécutif national et des représentantes et représentants des comités permanents sur l'équité d'Unifor, et d'autres experts jugés nécessaires. Le panel consultatif aura le mandat de poursuivre l'enquête sur l'équité auprès des sections locales, des conseils régionaux et du syndicat national, y compris d'étudier davantage les écarts identifiés dans les résultats du rapport préliminaire.
- Le travail du panel consultatif suivra des modalités claires (guidées par les principes des statuts d'Unifor), et le panel sera responsable de développer une série de mesures à prendre qui seront présentées aux déléguées et délégués au Conseil canadien 2018. Ces mesures à prendre se concentreront sur les façons dont Unifor peut devenir un syndicat plus inclusif et répondre davantage aux besoins de ses membres.

Droits de la Personne Adoptées

La contribution du Canada à l'avancement des droits humains internationaux est notable. Toutefois, chaque jour, des événements nous rappellent à quel point le racisme et l'islamophobie, le sexisme, la violence fondée sur le genre, la discrimination fondée sur la capacité physique, l'homophobie et la transphobie sont répandus dans la société canadienne, y compris au sein de nos collectivités, nos quartiers et nos lieux de travail.

La solidarité est essentielle pour bâtir un monde meilleur, un monde inclusif, respectueux, accessible, sans peur et plus égalitaire. La vraie solidarité n'a pas de limites ni de frontières. Elle se renforce en établissant des liens stratégiques entre les luttes sociales et de classe. Unifor est bien placé pour favoriser ces liens de solidarité par son travail de négociation collective, d'action politique et de développement international.

L'avancement des droits de la personne est un pilier sur lequel Unifor a été bâti, et doit rester une priorité dans le travail du syndicat au cours de la prochaine année.

Je recommande qu'Unifor:

- Initie un débat national sur les droits de la personne et l'oppression, notamment en convoquant une table ronde nationale multipartite avant le Conseil canadien d'Unifor en 2018. Cette initiative sera organisée conjointement avec des partenaires de la société civile, y compris les communautés autochtones.
- Réaffirme son engagement à soutenir les 94 recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation, et demande des mesures immédiates des représentants fédéraux pour assurer une pleine enquête dans les meilleurs délais sur la disparation et le meurtre de filles et de femmes autochtones, qui a connu que des revers à ce jour.
- Exhorte le gouvernement fédéral à respecter les décisions et les ordonnances du Tribunal canadien des droits de la personne qui a qualifié le sous-financement systémique des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations comme étant discriminatoire, et qu'il mette fin à la discrimination du Canada contre les enfants des Premières Nations.
- Continue de faire de la sensibilisation sur l'écart salarial au Canada, d'analyser les conventions collectives et de s'attaquer à l'inégalité salariale fondée sur le genre, intensifie ses efforts de lobbying auprès des gouvernements fédéral et provinciaux pour établir par voie législative un congé payé en cas de violence conjugale dans toutes les juridictions, et qu'il négocie ces dispositions dans ses conventions collectives.
- Appuie l'adoption d'une loi créant une zone tampon ou de protection entourant les cliniques de santé permettant aux femmes d'avoir accès à des services de santé reproductive, y compris aux services d'avortement, sans crainte d'intimidation, de violence ou d'humiliation publique en raison de leur choix.
- Discute avec le ministère fédéral du Sport et des Personnes handicapées pour faire en sorte que la Loi sur les personnes handicapées promise soit déposée au Parlement aussitôt que possible et qu'elle reflète les divers principes et recommandations proposés par Unifor.

- Mène une campagne nationale réclamant à la Société canadienne du sang d'éliminer les restrictions discriminatoires sur les dons de sang pour les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes.
- Réaffirme son engagement à lutter pour des emplois décents, qui incluent notamment des mesures visant à alléger les problèmes spécifiques auxquels les jeunes travailleuses et travailleurs sont confrontés à l'entrée dans le marché du travail, comme des opportunités d'emploi pour les jeunes et l'accès à une sécurité de retraite pour les travailleuses et travailleurs plus âgés.

Commerce Adoptées

Le commerce est devenu le sujet politique fondamental à l'heure actuelle. La hausse des inégalités et l'incertitude en matière d'emploi, conjuguées à un pouvoir et une influence sans précédent des entreprises, ont atteint un point de saturation. Le modèle de « libre-échange » datant de plusieurs décennies a été remis en question par plusieurs, y compris les travailleurs confrontés à une insécurité économique persistante.

La mondialisation a est arrivée à un carrefour. La croissance des mouvements politiques alternatifs et populistes, tant de la droite que de la gauche, signalent un désir de changement – une opportunité se présente de réformer l'approche à l'égard du commerce international axée sur les investisseurs d'abord et de placer les droits des travailleurs, du développement international et des besoins de notre environnement en premier. En dépit des mesures importantes prises pour impliquer davantage les syndicats dans les discussions plus vastes sur le commerce, le gouvernement Trudeau multiplie les accords commerciaux inquiétants (comme l'accord commercial entre le Canada et l'UE, la version révisée du Partenariat transpacifique et un possible pacte commercial avec la Chine). Mis à part les menaces régulières de l'administration Trump sur le commerce, le gouvernement fédéral semble choisir de maintenir le cap sur la renégociation de l'ALENA.

Le Canada a l'occasion de redéfinir son approche à l'égard du commerce équitable et de pleinement préciser ce que signifie vraiment un « programme commercial progressiste » dans le cadre de l'ALENA et d'autres accords. D'innombrables emplois au Canada dépendent du commerce. D'autres mauvais accords commerciaux signifient que plusieurs emplois sont à risque.

Je recommande qu'Unifor :

- Participe le plus largement possible aux consultations fédérales en cours sur le commerce et les accords commerciaux pour mettre en évidence les échecs du modèle de « libre-échange » et pour exprimer ses demandes à l'égard d'un commerce équitable qui fasse la promotion d'emplois de qualité, des communautés plus fortes, et qui soit basé sur des principes progressistes.
- Mène une campagne nationale sur l'ALENA, conçue pour mobiliser les membres à agir et qui fasse la promotion des principales demandes et priorités de négociation du syndicat auprès des politiciens et du public.
- Continue d'exercer des pressions auprès des gouvernements canadien et américain afin de négocier un nouvel accord bilatéral sur le bois d'œuvre résineux qui soit équitable pour le Canada, et pour que les travailleurs aient accès à un vaste éventail de mesures de soutien gouvernementales afin d'atténuer l'impact des pertes d'emploi découlant des droits de douane imposés sur les exportations par les États-Unis.
- Surveille les conflits commerciaux en cours, notamment dans les secteurs de l'aérospatiale, de l'acier, de l'aluminium et d'autres industries, et qu'il intervienne dans des cas touchant directement les membres d'Unifor.
- Joue un rôle actif dans le développement d'un cadre de travail moderne et alternatif sur le commerce mondial (un programme commercial axé sur les intérêts de la population), en collaboration avec des parties intéressées et des partenaires communautaires au Canada et au Québec. Ce cadre alternatif devrait être pris en considération dans la stratégie de campagne du syndicat pour les élections fédérales de 2019.

Assurance Médicaments Adoptées

Le Canada est le seul pays au monde ayant un régime de soins de santé public et universel qui ne comprend pas une assurance pour les médicaments sur ordonnance. Trois millions de Canadiennes et Canadiens ne peuvent se payer leurs médicaments sur ordonnance et 9 Canadiens sur 10 sont pour l'adoption d'un régime national d'assurances-médicaments qui procure un accès universel aux médicaments sur ordonnance. Il est temps de mettre en place ce régime.

Je recommande qu'Unifor :

- Participe à une campagne nationale exhortant le gouvernement fédéral à instituer un régime national universel d'assurances-médicaments dans le budget fédéral de 2018.
- Synchronise ses efforts avec le mouvement syndical et les partenaires communautaires, y compris la Coalition canadienne de la santé, le Congrès du travail du Canada, le Conseil des Canadiens et d'autres alliés.
- Encourage ses employeurs à s'exprimer publiquement en faveur d'un régime national d'assurance-médicaments, notamment par des lettres conjointes et d'autres initiatives.
- Veille à ce que les voix des plus désavantagés par l'absence d'un régime national d'assurance-médicaments, dont les femmes, les retraités, les nouveaux arrivants et les sans-emploi, soient à l'avant-plan de ce combat.
- Coordonne ses initiatives de campagne conjointement avec le Conseil industriel des soins de santé d'Unifor, le Conseil des travailleuses et travailleurs retraités d'Unifor et les comités de l'action politique des conseils régionaux.

Politique Adoptées

Les membres d'Unifor continuent de jouer un rôle actif dans la vie politique au pays. Notre syndicat a bien décrit pourquoi la vie politique lui est si importante dans un énoncé de politique de 2014 intitulé Politique en faveur des travailleuses et travailleurs. « Au lieu d'adopter une attitude défensive, nous devrions être fiers de renforcer le rôle du syndicat en politique et de mettre la barre encore plus haut en ce qui concerne nos droits et notre niveau de vie. L'intervention des syndicats dans d'autres domaines que la négociation collective est essentielle à une société démocratique. » Notre syndicat a fait la preuve ses dernières années qu'il peut agir comme contrepoids lorsqu'un gouvernement de droite s'attaque aux principes syndicaux, aux droits des travailleuses et travailleurs, et aux valeurs démocratiques.

Notre travail actuel sur le plan politique est essentiel pour bâtir un pays plus équitable et juste – sans doute plus que jamais. Alors que des mouvements politiques ultraconservateurs, soi-disant « populistes » voire néo-fascistes, gagnent du terrain parmi les travailleuses et travailleurs en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde, nous devons défendre avec vigueur les valeurs syndicales progressistes.

Notre travail politique doit se concentrer sur la participation : la participation de nos membres et la participation à l'ensemble du processus politique. Il doit inspirer l'espoir et l'optimisme qu'ensemble nous pouvons bâtir un monde sécuritaire, prospère et durable. Cet objectif peut être atteint seulement si les travailleuses et travailleurs réalisent que le pouvoir collectif peut rivaliser avec le pouvoir des investisseurs privés, des actionnaires des entreprises et de l'élite du monde des affaires. Notre travail politique ne se limite pas à construire le type de syndicat que nous voulons, il vise aussi à bâtir le type de démocratie équitable et inclusive dont la société a besoin.

Je recommande qu'Unifor:

- Déploie des efforts soutenus pour riposter contre la marée montante des mouvements politiques ultraconservateurs et de droite au Canada; pour mobiliser les membres dans le cadre d'un dialogue politique axé sur les travailleuses et travailleurs qui soit inclusif, respectueux, progressiste et d'envergure internationale.
- Continue de se préparer aux élections provinciales importantes prévues au pays, notamment au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick, ainsi qu'aux diverses élections municipales en 2018.
- S'efforce de développer ses relations avec de multiples partis politiques, mouvements de justice sociale, groupes qui luttent pour l'équité, ONG et institutions qui contribuent à la réalisation de ses objectifs politiques, sociaux et économiques.
- Continue d'encourager les campagnes pour un salaire minimum de 15 \$ de l'heure accompagné de normes du travail équitables et progressistes, dans toutes les provinces, renforcées par les succès récents en Ontario et en Alberta.
- Déploie un effort concerté pour recueillir les coordonnées des membres actifs de toutes les sections locales; ces renseignements seront utilisés pour remplir la nouvelle base de données des membres d'Unifor, afin que tous les membres reçoivent des informations pertinentes en temps opportun en ce qui concerne le travail de militantisme du syndicat, ses campagnes, et la correspondance du syndicat national; ces coordonnées doivent être recueillies et soumises avant le Conseil canadien de 2018.

Emplois Verts et Développement Durable Renvoyées

Le changement climatique représente le plus grand défi auquel sont confrontés les travailleuses et travailleurs au Canada. À son assemblée de 2017, le Congrès du travail du Canada a adopté un plan, présenté dans l'énoncé de politique Des emplois verts pour un avenir équitable, afin de guider le pays dans la transition équitable nécessaire vers une économie verte. La délégation d'Unifor a voté de manière écrasante pour cet énoncé de politique et les délégués se sont engagés à prendre des mesures pour une transition équitable.

Je recommande qu'Unifor:

- Participe à sa pleine mesure à la stratégie du Congrès du travail du Canada sur les emplois verts pour un avenir équitable, ce qui comprend :
 - ° L'envoi d'une délégation complète d'Unifor à la conférence nationale du CTC sur le changement climatique en 2018;
 - ° La création et la formation d'un réseau de représentantes et représentants environnementaux sur les lieux de travail, développé selon le modèle pour la santé et la sécurité au travail;
 - ° La demande d'un programme de transition équitable qui soutient les travailleuses et travailleurs déplacés par les politiques d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation; et
 - ° La mise sur pied d'un groupe de travail sur le changement climatique pour mettre en œuvre sa stratégie sur le changement climatique, les emplois verts et le développement durable.
- Dirige des efforts de lobbying national auprès des politiciens et représentants fédéraux qui demandent l'adoption d'un programme de transition équitable devant guider la mise en œuvre de la stratégie de notre gouvernement sur le changement climatique, parmi d'autres mesures à prendre pour soutenir le développement d'une économie durable.

La Technologie, L'Automatisation et L'Avenir des Emplois Renvoyées

Le monde du travail évolue rapidement. Des nouvelles technologies sont constamment développées et déployées à un rythme rapide. La robotique avancée, l'intelligence artificielle et « l'Internet des objets » transforment notre vie quotidienne. Nos lieux de travail et notre emploi peuvent tous être touchés par des avancées technologiques. Malheureusement, nos systèmes réglementaires ne suivent pas toujours le même rythme. L'expansion des services de taxi Uber au Canada continue de mettre en évidence les failles importantes de la réglementation gouvernementale. La popularité de certains services, comme Netflix, a contraint les organismes de réglementation à rester à l'écart. Mais, l'ampleur des nouvelles technologies est plus profonde. L'automatisation dans un vaste éventail d'industries menace de déplacer des millions d'emplois de toutes sortes. Des véhicules sans conducteur menacent déjà les emplois des camionneurs, des chauffeurs de transport en commun et des messagers. Des ordinateurs sophistiqués et des algorithmes précis vont remplacer plusieurs tâches ordinaires. Des recherches suggèrent que jusqu'à 7,5 millions d'emplois pourraient être déplacés au cours des prochaines années au Canada, nous incitant à repenser de façon radicale les politiques industrielles et les mesures d'aide au revenu.

Unifor doit avoir une meilleure connaissance pratique des nouvelles technologies affectant ses membres, et développer aussi une capacité et des stratégies internes pour les gérer de façon efficace, y compris à la table de négociation.

Je recommande que:

- Unifor organise une toute première conférence nationale pour explorer les stratégies en matière de nouvelles technologies. Cette conférence devrait avoir lieu dans les 12 prochains mois et devrait regrouper un ensemble de dirigeants de section locale, de conseils industriels et de dirigeants en milieu de travail. Elle devrait nous aider à développer une meilleure connaissance de la manière dont les technologies vont continuer d'avoir des incidences sur nos lieux de travail à l'heure actuelle et au cours des prochaines années, de partager des expériences et d'explorer des réponses coordonnées.
- La conférence doit aussi éclairer le développement continu d'actions politiques industrielles et de stratégies de négociation collective.

SOLIDARITÉ 
POUR UN **MONDE MEILLEUR**